

Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation
Le Ministre de l'Education Nationale
à
Mesdames et Messieurs les Commissaires de la République de Région et de Département
Mesdames et Messieurs les Recteurs
(pour information)

Le 25 Juin

OBJET : Plan « Informatique pour Tous » (travaux d'utilité collective)

La circulaire du 29 mai 1985 relative au plan « Informatique pour Tous » a appelé votre attention sur la volonté du Gouvernement de faire en sorte qu'un nombre important de jeunes qui recevront une formation spécifique puissent par le canal des travaux d'utilité collective être associés à l'action d'ouverture au public, en dehors des heures scolaires, du matériel mis en place dans les établissements d'enseignement.

Il vous appartient donc, ainsi qu'au sous-préfet que vous aurez chargé de coordonner la mise en place du plan « Informatique pour Tous » dans votre département de prendre toutes les initiatives nécessaires pour assurer le recrutement de jeunes sans emploi dans ce cadre.

Vous voudrez bien vous conformer à cet égard aux instructions suivantes :

1°) Vous voudrez bien procéder à une évaluation dans votre département des jeunes sans emploi ayant un niveau minimum de B.E.P. et remplissant les conditions nécessaires pour être recrutés dans le cadre de travaux d'utilité collective avant le 15 juillet.

Cette évaluation devra se réaliser avec le concours des services extérieurs de l'Etat, notamment des services de l'éducation nationale, du travail et de l'emploi et de l'agence nationale pour l'emploi.

Cette évaluation devra être périodiquement mise à jour.

2°) Vous voudrez bien mettre en place dans des conditions qu'il vous appartiendra de déterminer dans chaque département, un mécanisme de sélection des candidatures individuelles des jeunes associant notamment l'agence de l'informatique, des conseillers d'orientation et des inspecteurs de la jeunesse et des sports.

3°) Dans le cadre de la discussion de la convention entre l'Etat et les collectivités locales relative à la mise à disposition des matériels et dont le modèle est en cours d'élaboration avec l'association des maires de France, vous proposerez aux élus le recrutement de jeunes dans le cadre de travaux d'utilité collective en fonction du résultat de la sélection et des contraintes géographiques locales.

Il va de soi que les élus pourront naturellement proposer d'autres candidats s'ils le souhaitent.

4°) Des stages de formation seront organisés à l'intention des jeunes ainsi retenus dans chaque département dans des conditions qui vous seront indiquées par ailleurs et qui pour chacun d'entre eux concerneront une vingtaine de personnes.

Ces stages comprendront la prise en charge de l'hébergement et de la nourriture des jeunes en formation.

Les premiers stages auront lieu dès le mois de juillet.

Vous veillerez à l'issue du stage, à organiser l'accueil de ces jeunes par la commune ou par les associations qui les prendront en charge ainsi que par le directeur d'école ou le chef d'établissement où sera installé le matériel informatique correspondant à la mise en œuvre du programme.

Le Premier ministre attachant une grande importance au succès de la procédure de recrutement de T.U.C. dans le cadre de ce programme, nous vous demandons d'y veiller personnellement.

Vous voudrez bien nous rendre compte des difficultés éventuelles que vous pourriez rencontrer dans la mise en œuvre de la présente instruction dans les conditions fixées par la circulaire précitée en date du 29 mai 1985.

François ROUSSELY

Yannick MOREAU

CONVENTION ENTRE L'ETAT ET LA COMMUNE DE...
EN APPLICATION DU PLAN INFORMATIQUE POUR TOUS

Entre : l'Etat.

représenté par le commissaire de la République du département de..... et la commune de..... représentée par le maire.

Il a été convenu ce qui suit :

I - MISE A DISPOSITION DES MATÉRIELS

ARTICLE 1^{er}

L'Etat met à la disposition de la commune, à titre gratuit, les équipements énoncés ci-après, en vue d'assurer l'initiation à l'outil informatique de tous les élèves fréquentant les écoles publiques d'enseignement primaire :

- (x) atelier(s) « nanoréseau(x) » (six ordinateurs familiaux reliés à un ordinateur professionnel, un téléviseur et cinq moniteurs, une imprimante) ;
- (x) configuration(s) de base (un ordinateur familial, un téléviseur et une imprimante).

ARTICLE 2

Ces matériels seront répartis de la manière suivante, entre les écoles de la commune :

- école... (x) ;
- école... (x).

ARTICLE 3

La livraison et l'installation du matériel visé à l'article premier sont prises en charge par l'Etat.

L'Etat met également à la disposition de la commune, à titre gratuit, des logiciels en même temps que le matériel informatique.

ARTICLE 4 :

La garantie des matériels est assurée pendant la première année de mise à disposition.

Les matériels sont couverts pendant toute la durée de mise à disposition, par une police d'assurance souscrite à ses frais par l'Etat.

Les frais de fonctionnement sont à la charge de la commune.

III. OUVERTURE AU PUBLIC (facultatif)

ARTICLE 5

La commune mettra dans les conditions prévues par l'article 25 de la loi n° 83.663 du 22 juillet 1983 modifiée à la disposition de personnes physiques ou morales, les locaux équipés des matériels visés à l'article 1^{er}, dans le cadre de l'organisation d'activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, non lucratives et compatibles avec les principes fondamentaux de l'école publique, en dehors des heures ou périodes aux cours desquelles ces locaux sont utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue.

La commune fixera le cas échéant dans une convention passée avec le (les) organisateur(s) de ces activités les modalités de mise à disposition des locaux scolaires et du matériel informatique visé à l'article premier. Cette convention pourra s'inspirer de celle figurant en annexe de la circulaire du 22 mars 1985 relative à l'utilisation des locaux scolaires par le maire (publié au Journal Officiel du 4 avril 1985).

ARTICLE 6 :

La commune s'engage à recruter X stagiaires au titre de la procédure des travaux d'utilité collective pour effectuer des tâches d'aide à l'animation des ateliers d'informatique dans le cadre des activités visées à l'article 5. L'Etat assurera à ses frais la formation de ces stagiaires.

ARTICLE 7 :

La présente convention viendra à expiration le 31 janvier 1989.

ARTICLE 8 :

Les parties conviennent de se rapprocher à tout moment en cas de difficultés particulières pour l'application de la présente convention et, en tout état de cause, au plus tard 6 mois avant le terme de la présente convention pour fixer les modalités de transfert de propriété, à titre gratuit, à la commune ou, le cas échéant, de restitution du matériel à l'Etat.

Fait à..... le

L'Etat

La Commune de

Le secrétaire d'Etat auprès du Ministre
de l'Education Nationale, chargé des universités
à
Monsieur le Recteur de l'Académie de
Chancelier des universités
le 1^{er} juillet 1985

OBJET : plan « Informatique pour Tous » dans les établissements d'enseignement supérieur

Le plan « Informatique pour Tous » doit être mis en place dans les établissements d'enseignement supérieur du ministère de l'Education Nationale selon les principes suivants :

- tous les étudiants de deuxième année du premier cycle (DEUG, IUT, écoles disposant d'un premier cycle intégré) pourront recevoir une initiation à l'informatique d'au moins 30 heures pendant l'année 1985-1986 ;
- cette initiation sera assurée dans le cadre d'ateliers informatiques installés dans les établissements concernés, et elle sera dispensée sous la forme d'heures de monitorat ;
- plus de 150 000 étudiants sont concernés par ce programme et près de 400 ateliers seront installés, conformément aux objectifs fixés par le Premier ministre. Ces ateliers doivent également pouvoir donner lieu à une ouverture au public.

Je vous prie de trouver ci-joint :

- un projet de répartition des ateliers dans les établissements de l'académie dont vous avez la responsabilité ; il vous appartient de vérifier l'adéquation concrète de cette répartition aux objectifs du programme, cette répartition entre établissements d'enseignement supérieur pouvant bien entendu être adaptée à votre initiative à l'intérieur de votre académie ;
- un projet de convention destiné à être proposé à chaque établissement concerné, accompagné d'une annexe technique et d'une annexe financière qui précise les crédits qui seront versés aux établissements par atelier pour couvrir les frais d'installation, de maintenance et de fonctionnement, ainsi que les crédits destinés à rémunérer les heures de monitorat.

Les équipements qui seront livrés directement aux établissements seront financés par des crédits hors budget de l'Education Nationale, comme pour les parties du programme « Informatique pour Tous » concernant les établissements du premier et du second degré. Le calendrier de livraison des équipements est en cours d'élaboration avec la mission aux technologies nouvelles de la direction générale des enseignements scolaires, et il vous sera communiqué ultérieurement.

La répartition et l'équipement des ateliers sont proposés selon les critères suivants :

- la répartition des matériels (micro-ordinateurs professionnels et consoles connectables) sera faite en respectant le mieux possible le critère d'attribution qui a été fixé à un atelier de 10 postes de travail pour 400 étudiants ;
- le choix des matériels, effectué principalement à l'intérieur de marchés déjà passés par le ministère de l'Education nationale, tient compte des efforts déjà faits au bénéfice des grandes disciplines à d'autres niveaux des cursus pédagogiques ;
- les ateliers devront être installés à proximité des étudiants concernés et permettre l'ouverture au public qui fera l'objet de conventions sous votre responsabilité.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir arrêter les décisions d'affectation que vous aurez en définitive prises et les notifier aux établissements, ensuite obtenir la signature des conventions par les chefs d'établissement avant le 25 juillet prochain et de m'en tenir informé afin que les notifications des crédits d'installation et de fonctionnement puissent être effectuées dans les meilleurs délais.

Je vous demande de ne retourner aux établissements les copies des conventions qui les concernent, signées par vos soins, qu'après avoir reçu confirmation de la commande globale des matériels de ce programme.

Pour le secrétaire d'Etat
et par délégation
Le directeur du Cabinet
Olivier SCHRAMECK

CONVENTION

Entre

Le secrétaire d'Etat chargé des Universités auprès du ministre de l'Education Nationale

Représenté par le Recteur Chancelier ci-après désigné l'Administration,

d'une part,

et

l'université....., représentée par son président, Monsieur....., ci-après désigné le « contractant »,

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Exposé des motifs

Monsieur le Premier ministre a donné les grandes lignes du plan « Informatique pour Tous ». Pour ce qui concerne les enseignements supérieurs, les caractéristiques essentielles de ce plan sont rappelées dans les extraits ci-après :

1°) « Il s'agit d'initier à l'outil informatique tous les élèves de toutes les régions de France(...). Tous ceux qui sortiront dès l'an prochain(...) du 1^{er} cycle des universités auront travaillé sur un ordinateur pendant au moins une trentaine d'heures. »

2°) « Nous avons décidé d'ouvrir cet outil informatique à tous les citoyens. Les établissements, les matériels, les programmes qui seront enrichis, seront donc également à la disposition du public » (...)

3°) « De très nombreuses équipes d'enseignants vont être formées, que je remercie de leur concours. » (...)

Pour le secrétariat d'Etat chargé des Universités, ce plan prévoit l'installation de 400 ateliers d'informatique, la formation de 800 enseignants et de 156 000 étudiants de 2^e année de premier cycle (DEUG, IUT et écoles d'ingénieurs ayant un premier cycle intégré).

ARTICLE PREMIER : Objet

Le plan « Informatique pour Tous » a pour objet l'initiation à l'outil informatique de tous les étudiants de 2^e année de premier cycle et l'ouverture de cet outil à tous les citoyens.

Quatre engagements doivent être pris :

- la formation d'enseignants non informaticiens ;
- l'installation dans des locaux adéquats d'atelier(s) d'informatique (matériels et logiciels) ;
- l'élaboration d'un programme pédagogique d'un minimum de trente heures par étudiant ;
- l'ouverture au public des ateliers, conformément à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 2 : Pièces contractuelles

Les pièces constitutives de la convention sont par ordre de priorité :

- le présent document ;
- l'annexe technique ;
- l'annexe financière.

ARTICLE 3 : Matériels

La composition type d'un atelier est en moyenne de huit micro-ordinateurs professionnels, deux imprimantes et deux consoles connectables.

Le nombre d'ateliers attribués au contractant et leur contenu sont précisés dans l'annexe technique.

Les matériels et les logiciels seront accompagnés d'une documentation technique fournie par les constructeurs.

Le contractant pourra améliorer cette configuration sur ses fonds propres.

ARTICLE 4 : Propriété des matériels

Les matériels, financés en crédit-bail, seront pendant trois ans mis à la disposition du contractant par durée d'un an renouvelable par tacite reconduction sous réserve du respect des clauses de la convention.

ARTICLE 5 : Installation et maintenance

Le contractant s'engage à installer les matériels de chaque atelier dans une salle réservée à leur usage, équipée de lignes téléphoniques et installations électriques nécessaires. L'aide apportée par l'administration pour ces aménagements est indiquée dans l'annexe financière.

Le contractant communiquera à l'administration l'adresse précise du lieu d'installation de chaque atelier et le nom de son responsable.

Chaque salle (atelier) devra être d'accès facile aux étudiants de seconde année de premier cycle concernés, être ouverte le plus possible (et au minimum 10 heures par jour ouvrable) ; des modalités d'accès en dehors des heures de formation prévues à l'article 6, devront être précisées concernant l'ouverture au public dans le cadre de conventions avec les collectivités locales.

À l'issue de la première année pendant laquelle les matériels seront sous garantie le contractant s'engage à passer avec les constructeurs de matériels un contrat de maintenance afin de maintenir les matériels en bon état de fonctionnement pendant toute la durée de la convention. Un contrat type de maintenance sera proposé par la division informatique et électronique.

ARTICLE 6 : Conditions d'exécution

Le contractant s'engage à assurer chaque année par atelier la formation de 400 étudiants de seconde année de premier cycle, pour un minimum de 30 heures annuelles par étudiant. Il recevra pour cela une dotation de crédits pour monitorat et fonctionnement. Le montant de cette dotation est indiqué dans l'annexe financière.

Un compte rendu pédagogique sera adressé par le contractant à la fin de chaque année universitaire à l'administration.

Le contractant s'engage par ailleurs à fournir gratuitement à l'administration les logiciels (didacticiels) complémentaires qui auront pu être élaborés par ses soins dans le cadre de cette convention afin que le ministère de l'Education Nationale (SEU) puisse leur assurer une large diffusion auprès des autres établissements.

Une banque commune de didacticiels sera ainsi constituée.

ARTICLE 7 : Formation des enseignants

Le contractant s'engage à proposer l'inscription chaque année, pour tout atelier mis en place, de trois enseignants non informaticiens aux stages de formation des enseignants qui seront organisés par l'administration.

ARTICLE 8 : Responsabilité

Le contractant prendra toutes les mesures, en particulier par l'emploi de jeunes effectuant des travaux d'utilité collective, pour assurer la sécurité des matériels et des logiciels mis à sa disposition et sous sa responsabilité pendant la période contractuelle.

Le contractant sera responsable vis-à-vis des constructeurs ou sociétés de diffusion de logiciels en cas de non respect des règles de reproduction des logiciels et documentations mis à sa disposition.

ARTICLE 9 : Ouverture au public

Le contractant devra répondre aux demandes d'accès émanant des collectivités locales, afin d'élargir au maximum le public d'utilisateurs en dehors des heures nécessaires à l'exécution du programme prévu à l'article 6.

Cela impliquera la passation d'une convention fixant la prise en charge des frais d'ouverture et les modalités d'animation des ateliers, selon la convention type prévue à cet effet.

Le contractant rendra compte de ces activités et de leurs coûts et recettes à l'administration lors du rapport annuel sur le fonctionnement des ateliers.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La période couverte par la présente convention est de trois ans à dater de sa signature. Les annexes technique et financière seront mises à jour chaque année.

Le contractant

Date :

Signature :

L'administration

Date :

Signature :

ANNEXE TECHNIQUE

Remarques générales :

La répartition des matériels destinés à l'opération IPT a pris en compte les contraintes suivantes :

- respecteur le mieux possible la norme de répartition fixée à un atelier pour 400 étudiants de 2^e année de premier cycle ;
- garder une certaine cohérence avec les efforts d'équipement déjà faits (ou en cours) au bénéfice des grandes disciplines et d'autres niveaux des cursus pédagogiques.

La dotation de matériels ainsi proposée indique les critères (discipline de rattachement des étudiants) qui ont été retenus ainsi que des indications sur le type de matériel prévu. Les matériels définitifs ne pourront être confirmés que lorsque les résultats des appels d'offres en cours seront connus.

Compte tenu des clauses de la convention, le contractant doit, en visant l'annexe technique :

- accepter ou non les ateliers proposés ;
- indiquer pour chaque atelier :
 - le lieu précis où les matériels seront installés
 - le nom et le n° de téléphone du responsable désigné.

ANNEXE FINANCIÈRE

Chaque atelier bénéficiera d'une aide financière d'installation et de fonctionnement calculée sur les bases suivantes :

- 1) Participation de l'Etat à l'installation : 20 000 F à titre indicatif :
- installation électrique 10 000 F
 - installation de sécurité..... 5 000 F
 - installation de téléphone/connexions 5 000 F

Cette somme sera versée dès la signature de la convention. Elle ne sera pas renouvelable.

2) Crédits de fonctionnement :

Compte tenu de la gratuité de maintenance prévue par les constructeurs pour la première année d'installation, le crédit annuel de fonctionnement accordé pour chaque atelier est fixé à : 15 000 F.

Une première tranche de 5 000 F par atelier sera versée dès la signature de la convention pour les quatre premiers mois.

3) Crédits de monitorat :

Le budget annuel de monitorat pour un atelier (formation de 400 étudiants à raison de 30 heures annuelles par étudiant) a été fixé à : 60 000 F

Une première tranche de 20 000 F sera versée à la signature de la convention.

4) Crédits de calculs à distance sur les centres serveurs du parc de l'Education Nationale :

Ce crédit sera affecté par tranches successives dans le centre serveur auquel l'atelier (sous réserve qu'il ait été doté de consoles) souhaitera se connecter.

INDEX THEMATIQUE DES TEXTES ADMINISTRATIFS

Les objectifs du Plan Informatique Pour Tous	69, 75, 80, 99
Equipement	
• Choix des matériels	81, 98
– Spécifications locales	85
• Configurations	80, 81, 100
– Ecoles	80, 82
– Collèges	80, 82
– Lycées	80, 82
– Universités	80, 82, 97
• Implantation	82, 85, 98
– Etablissements d'enseignement agricoles	82
– Etablissements privés	82
• Propriété - transfert de propriété	83, 87, 100
• Conventions de mise à disposition des mairies	83, 84, 94, 95
• Conventions de mise à disposition des universités	98, 99

• Logiciels	82, 95, 101
• Mobilier de support	81
• Financement	89, 91, 103
• Participation des collectivités locales	82

Installation - fonctionnement

• Livraison	81, 83, 86, 87
• Installation, mise en service, certification	81, 84, 85, 86, 100
• Garantie	81, 87, 103
• Maintenance - centre de ressources	81, 86, 90
• Assurance	83, 95
• Fonctionnement ateliers	90, 103
• Coût de fonctionnement - entretien courant	83

Formation

• Formation des enseignants	75, 77
– Calendrier et programme des stages	76
– Financement des stages	76, 90
– Indemnités de sujétions particulières	76
– Indemnités formateurs	77
– Indemnités personnels ouvrier et de service	77
• Formation des étudiants	97, 103
– Monitorat	103

Utilisation

• Travaux d'utilité collective	
– Recrutement	93, 96, 101
– Formation	77, 93, 94, 96
– Rôle	83, 84, 86, 93, 96, 101
• Ouverture au public	83, 84, 96, 98, 102

Coordination

• Sous-Préfet coordonnateur	84
• Participation ADI	77, 83

LES PARTENAIRES AU PLAN NATIONAL REGIONAL ET LOCAL

Le 7 Décembre 1984, le Premier Ministre a nommé à ses côtés en qualité de délégué chargé des nouvelles formations, Monsieur Gilbert Trigano.

Le Premier Ministre a assigné au délégué la mission de concevoir, d'impluser et de réaliser un ensemble d'actions en vue d'adapter l'appareil de formation aux impératifs technologiques, culturels et sociaux de l'avenir.

L'approche de cette mission est transversale et prospective. Elle ne se substitue en rien à la compétence des différents départements ministériels concernés (Education Nationale, Travail, Emploi, Formation Professionnelle spécialement) qui demeure entière pour ce qui est de la mise en œuvre de la politique de formation.

Depuis sa mise en place en début de cette année, le délégué a orienté son action dans deux directions principales :

1°) l'amélioration de formations existantes et la recherche de nouvelles formations dans le domaine, par exemple, des métiers de l'artisanat, de l'audiovisuel et ceux liés à l'exportation.

2°) le pilotage technique du plan Informatique Pour Tous, confié au délégué par le Premier Ministre, le 25 Janvier dernier.

Composition du cabinet de G. Trigano, Délégué du Premier Ministre Chargé des Nouvelles Formations :

F. Perriez, Délégué Adjoint, Administrateur Civil Hors Classe, J.-M. Borello, Chef de Cabinet, Educateur, P. Mortaigne, Attachée de Presse, J. Beer-Gabel, Conseiller Technique, Ingénieur Polytechnicien, G. Blain, Conseiller Technique, Maître Assistant à la Faculté, G. Guistini, Conseiller Technique, Directeur de Services Administratifs, E. Moniot, Conseiller Technique, Administrateur Civil, D. Saudinos, Conseillère Technique, Attachée Principale d'Administration Centrale.

La Mission aux Technologies Nouvelles participe à la définition de la politique du Ministère de l'Education Nationale en matière d'introduction des nouvelles technologies dans le système éducatif et coordonne sa mise en œuvre.

Attachée à la Direction Générale des Enseignements Scolaires, elle est dirigée par Xavier Greffe, Professeur des Universités, assisté d'Alain Abécassis, Administrateur Civil.

Elle a mis en place une antenne informatique coordonnée par André Delédicq, composée de : Jean Bourlès, Annie Corbin, Geneviève Cuisset, Nicole Gandilhon, Philippe Lefebvre, Annie Leprince, Jean-Paul Planche, Michel Puygrenier, Marcel Rodriguez, Joseph Schnepf.

DÉLÉGATION
CHARGÉE
DES
NOUVELLES
FORMATIONS

MISSION
AUX
TECHNOLOGIES
NOUVELLES

PREFECTURES DE REGION

Alsace • Petit-Broglie - 5, place de la République - 67073 Strasbourg cedex - Tél. : (88) 32.99.00.

Aquitaine • 24, rue Esprit-des-Lois - 33077 Bordeaux cedex - Tél. : (56) 90.92.24.

Auvergne • 2, boulevard Desaix - 63033 Clermont-Ferrand cedex - Tél. : (73) 92.42.42.

Bourgogne • rue de la Préfecture - 21034 Dijon cedex - Tél. : (80) 43.81.81.

Bretagne • 3, avenue de la Préfecture - 35026 Rennes cedex - Tél. : (99) 02.82.22.

Centre • 181, rue de Bourgogne - 45042 Orléans cedex - Tél. : (38) 66.24.10.

Champagne - Ardenne • 2, rue Jessaint - 51036 Châlons-sur-Marne - Tél. : (26) 64.91.51.

Corse • Palais Lautivy, cours Napoléon - 20188 Ajaccio - Tél. : (95) 21.90.21.

Franche-Comté • 8 bis, rue Charles-Poirier - 25035 Besançon cedex - Tél. : (81) 81.80.80.

Languedoc - Roussillon • 34, place des Martyrs-de-la-Résistance - 34062 Montpellier cedex - Tél. : (67) 63.90.34.

Limousin • 43, avenue de la Libération - 87031 Limoges cedex - Tél. : (55) 77.58.21.

Lorraine • 9, place de la Préfecture - 57034 Metz cedex - Tél. : (87) 30.81.00.

Midi - Pyrénées • place Saint-Etienne - 31048 Toulouse cedex - Tél. : (61) 53.11.22.

Nord - Pas-de-Calais • 2, rue Jacquemars-Giélée - 59039 Lille cedex - Tél. : (20) 30.59.59.

Basse-Normandie • rue Saint-Laurent - 14038 Caen cedex - Tél. : (31) 84.81.14.

Haute-Normandie • cours Clemenceau - 76036 Rouen cedex - Tél. : (35) 62.81.88.

Pays-de-Loire • place Roger-Salengro - 44035 Nantes cedex - Tél. : (40) 47.39.80.

Picardie • 51, rue de la République - 80026 Amiens cedex - Tél. : (22) 91.73.41.

Poitou - Charentes • place Aristide-Briand - 86021 Poitiers cedex - Tél. : (49) 88.86.88.

Provence - Alpes - Côte-d'Azur • place Félix-Baret - 13282 Marseille cedex - Tél. : (91) 91.90.11.

Rhône-Alpes • 106, rue Pierre-Corneille - 69268 Lyon cedex - Tél. : (78) 62.20.26.

Guadeloupe • Palais d'Orléans - rue Lardenoy - 97109 Basse-Terre cedex - Tél. : (590) 81.15.60.

Martinique • rue Victor-Sévère - 97262 Fort-de-France - Tél. : (596) 71.18.61.

Guyane • rue Friedmond - 97305 Cayenne - Tél. : (594) 31.05.20.

Réunion • place Barachois - 97405 Saint-Denis - Tél. : (262) 21.86.10.

COMMISSAIRES ADJOINTS DE LA REPUBLIQUE COORDONATEURS DU PLAN INFORMATIQUE POUR TOUS

Monsieur Jean-Louis LEGER	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture de Gex 01170 Gex (Ain)	(50) 41.81.81
Monsieur Francis SPITZER	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture de Vervins Rue Raoul de Coucy • 02140 Vervins (Aisne)	(23) 98.11.70
Monsieur Jean SEKUTOWICZ	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture 7, rue Alquié • 03200 Vichy (Allier)	(70) 31.88.99
Monsieur Henri PLANES	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture Place Martial Sicard • 04300 Forcalquier (Alpes de Haute Provence)	(92) 75.00.02
Monsieur GERASIMO	Secrétaire Général Préfecture 32, rue Saint-Avey • 05008 Gap Cedex (Alpes-Hautes)	(92) 52.28.11
Monsieur André TERRAZZONI	Secrétaire Général Préfecture - Centre Administratif Départemental Route de Grenoble - B.P. 1 • 06026 Nice Cedex (Alpes-Maritimes)	(93) 83.91.40 ou (93) 72.20.00
Monsieur Jean-Claude BIRONNEAU	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture Rue Camille Vief laura • 07110 Largentière (Ardèche)	(75) 93.80.77
Monsieur Jean FUERXER	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture 21, rue Gambetta • 08400 Vouziers (Ardennes)	(24) 71.64.65
Monsieur Jean-Louis DUCAMP	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture 26, rue Frédéric Soulié • 09100 Pamiers (Ariège)	(61) 67.08.53
Monsieur THOUVENOT	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture Rue du Collège • 10200 Bar-sur-Aube (Aube)	(25) 27.06.19

Monsieur CARALP	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture 45, boulevard de Gaulle • 11100 Narbonne (Aude)	(68) 32.31.41
Monsieur Paul DEFARGE-LACROIX	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture 39, boulevard de la République • 12100 Millau (Aveyron)	(65) 60.00.90
Monsieur Alain RONDEPIERRE	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture Chemin des Balles • 13108 Istres Cedex (Bouches-du-Rhône)	(42) 56.91.56
Monsieur BODIN	Sous-Préfet chargé de mission Préfecture Rue Saint-Laurent • 14038 Caen Cedex (Calvados)	(31) 50.14.14
Monsieur Michel CADOT	Secrétaire Général Préfecture place F.-D. Roosevelt • 15005 Aurillac Cedex 529 (Cantal)	(71) 48.22.17
Monsieur Benoît LEMIERE	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture rue Babaud Lacroze • 16500 Confolens (Charente)	(45) 84.01.44
Monsieur Jacques ADANS	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture place de l'Hôtel-de-Ville • 17400 St-Jean d'Angely (Charentes-Maritimes)	(46) 32.01.70
Monsieur HUBERT	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture 12, rue Jurenville • 18200 Saint-Amand-Montrond (Cher)	(48) 96.00.06
Monsieur François LEONELLI	Sous-Préfecture boulevard du Salan • 19311 Brive Cedex (Corrèze)	(55) 74.06.66
Monsieur Bernard HEKEL	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture place du Marché • 20260 Calvi (Haute Corse)	(95) 65.02.92

Monsieur Jean-Paul EVRARD	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture Boulevard Jacques Nicolai • 20100 Sartene (Corse du Sud)	(95) 77.00.01
Monsieur Jean-Pierre MARQUIE	Secrétaire Général Préfecture Rue de la Préfecture • 21041 Dijon Cedex (Cotes d'Or)	(80) 43.81.81
Monsieur Marius HONINART	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture 17, rue Michel • 22100 Dinan (Côtes du Nord)	(96) 39.22.00
Monsieur Michel GANDIN	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture Hôtel de la Sous-Préfecture • 23200 Aubusson (Creuse)	(55) 66.10.06
Monsieur Guy ROTH	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture 24700 Nontron (Dordogne)	(53) 56.12.66
Monsieur Yves TOUVERON	Sous-Préfet chargé de Mission Préfecture 8 bis, rue Charles Nodier • 25035 Besançon (Doubs)	(81) 81.80.80
Monsieur Serge GROSCLANDE	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture Avenue de Venterol • 26110 Nyons (Drôme)	(75) 26.20.33
Monsieur Francis CANEL	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture 10, rue de la Sous-Préfecture • 27700 Les Andelys (Eure)	(92) 43.37.43
Monsieur Claude BELOT	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture 1, rue Châteaudun • 28100 Dreux (Eure-et-Loir)	(37) 42.01.13
Monsieur Jean-Luc MAURICE	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture Rue Guillaud • 29210 Morlaix (Finistère)	(98) 88.20.37

Monsieur Georges BERARD	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture Rue Pôher • 30100 Alès (Gard)	(66) 86.00.73
Monsieur René STAMBOULI	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture 10, allée Niel • 31600 Muret (Haute-Garonne)	(61) 51.32.15
Monsieur Ferdinand-Maurice CONSTANT	Secrétaire Général Préfecture 9, rue Arnaut-de-Moies • 32007 Auch Cedex (Gers)	(02) 05.24.89
	Sous-Préfet Directeur de Cabinet Préfecture Esplanade Charles-de-Gaulle • 33077 Bordeaux (Gironde)	(56) 96.81.33
Monsieur Jean-Pierre MAURICE	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture 34700 Lodève (Hérault)	(67) 44.01.90
Monsieur Patrice O'MAHONY	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture Place de Bretagne • 35602 Redon (Ile-et-Vilaine)	(99) 71.14.04
Monsieur Jean-Michel ROULET	Secrétaire Général Préfecture Place de la Victoire-et-des-Allées - B.P. 583 36019 Chateauroux Cedex (Indre)	(54) 27.00.28
Monsieur Marc VERNHES	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture 5 et 7, rue du Docteur Martinais • 37600 Loches (Indre-et-Loire)	(47) 59.03.24
Monsieur Pierre DUFFE	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture 2, rue Pasteur • 38110 La-Tour-du-Pin (Isère)	(74) 97.03.77

Monsieur Jean-Paul LECLERC	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture Place de la Sous-Préfecture • 39100 Dole (Jura)	(84) 72.23.04
Monsieur Jean-François ANBY	Secrétaire Général Préfecture 55, rue St Désiré • 39021 Lons-le-Saunier Cedex (Jura)	(84) 24.19.64
Monsieur Jean-Michel FROMION	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture Place Saint-Martin • 41100 Vendôme (Loir-et-Cher)	(54) 77.31.22
Monsieur Bernard LARVARON	Secrétaire Général Préfecture 2, rue Charles-de-Gaulle • 42022 Saint-Etienne Cedex (Loire)	(77) 33.42.45
Monsieur BASTION	Secrétaire Général Préfecture Avenue du Général-de-Gaulle - B.P. 321 • 43011 Le Puy Cedex (Loire-Haute)	(71) 09.24.12
Monsieur Christian ACHARD	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture 7, rue Tournefort • 44035 Nantes Cedex (Loire-Atlantique)	(40) 47.39.80
Monsieur GOLDENBERG	Directeur de Cabinet Préfecture 181, rue Bourgogne • 45042 Orléans Cedex (Loiret)	(38) 66.24.10
Monsieur Jean-Pierre GUERCIN	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture 22, rue Cairaile • 46100 Figeac (Lot)	(65) 34.04.15
Monsieur Daniel WOJCIESCOSKI	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture Avenue du Maréchal Foch • 47600 Nerac (Lot-et-Garonne)	(53) 65.03.18

Monsieur Bernard DEUMIE	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture Avenue Marceau Farelle • 48400 Florac (Lozère)	(66) 45.00.04
Monsieur Patrick THULL	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture 23, rue Bretonaise • 49300 Cholet (Maine-et-Loire)	(41) 65.01.89
Monsieur Jackie BERGON	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture 50300 Avranches (Manche)	(33) 58.13.88
Madame Sylvette MECHINEAU	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture 4, rue Maître Edmé • 51300 Vitry-le-François (Marne)	(26) 74.00.54
Monsieur Bernard DUMOLARD	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture Rue Gambetta • 52100 St-Dizier (Haute-Marne)	(25) 05.01.23
Monsieur Christian PETIT	Directeur de Cabinet Préfecture 39, rue Mazagran • 53024 Laval Cedex (Mayenne)	(43) 53.92.00
Monsieur Guy COLLET	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture 6, place de la République • 54200 Toul (Meurthe-et-Moselle)	(8) 383.00.00
Monsieur Pierre HANNECART	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture 22, avenue Stanislas • 55200 Commercy (Meuse)	(29) 91.11.52
Monsieur Guy BERTHIAUX	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture Place Aristide Briand • 56300 Pontivy (Morbihan)	(97) 25.00.08
Monsieur Jean-Paul BACHET	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture 396, rue de Nancy • 57170 Chateau-Salins (Moselle)	(8) 779.14.22
Monsieur Michel GILBERT	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture 33, rue Jean-Jaurès • 58500 Clamecy (Nièvre)	(86) 27.03.89
Monsieur Pierre BAYLE	Secrétaire Général Adjoint Préfecture Place de la République - 2, rue Jacquemars-Gielée et 123, rue Nationale • 59039 Lille Cedex (Nord)	(20) 30.59.59
Monsieur Noël FOURNIER	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture Impasse de la Sous-Préfecture • 60600 Clermont (Oise)	(4) 450.01.12
Monsieur BOLLE	Secrétaire Général Préfecture de l'Orne 39, rue St Blaise • 61013 Alençon Cedex (Orne)	(33) 26.74.00
Monsieur VAN WIJK WOUTER	Sous-Préfet - Commissaire adjoint de la République Sous-Préfecture de Saint-Omer 41, rue St Berlin - B.P. 289 • 62505 St-Omer Cedex (Pas-de-Calais)	(16) 21.38.33
Monsieur Joël LEBESCHU	Secrétaire Général Préfecture du Puy-de-Dôme 2, boulevard Desaix • 63033 Clermont Ferrand Cedex (Puy-de-Dôme)	(73) 92.42.42
Monsieur BARBIER	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture d'Oloron rue de la Poste • 54400 Oloron (Pyrénées-Atlantique)	(59) 39.14.47
Monsieur SANS	Secrétaire Général Préfecture des Hautes-Pyrénées Place Charles-de-Gaulle • 65013 Tarbes Cedex (Hautes-Pyrénées)	(62) 93.75.40
Monsieur Marc-André GANIBENO	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture de Céret 1, rue de la Sardane • 66400 Céret (Pyrénées Orientales)	(68) 87.10.02

Monsieur Dominique BLAIS	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture de Wissembourg 125, avenue de la Sous-Préfecture • 67160 Wissembourg (Bas-Rhin)	(88) 94.03.21
Monsieur Philippe PIRAUX	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture de Thann 3, avenue Poincaré • 68800 Thann (Haut-Rhin)	(89) 37.09.12
Monsieur Jean-Pierre CHARVERON	Secrétaire Général Adjoint Préfecture du Rhône 106, rue Pierre Corneille (3*) • 69419 Lyon Cedex 03 (Rhône)	
Monsieur Vincent GRIMA	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture de Lure 20, square de Gaulle • 70200 Lure (Haute-Saône)	(84) 30.15.45
Monsieur Philippe PONDAVEN	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture de Charolles rue de la Madeleine • 71120 Charolles (Saône-et-Loire)	(85) 24.06.75
Monsieur Yvan BARADEL	Secrétaire Général Préfecture de la Sarthe 72041 Le Mans Cedex (Sarthe)	(43) 84.96.00
Monsieur Jacques MARGUERITE	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture de Saint-Jean de Maurienne Place de la Sous-Préfecture • 73300 St-Jean de Maurienne (Savoie)	(79) 64.07.00
Monsieur Pierre CAILLY	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture de Bonneville 74130 Bonneville (Haute-Savoie)	(50) 97.18.88
Monsieur Michel SCHMIDT de la Brelie	Commissaire Adjoint de la République Chargé de Mission auprès du Préfet Préfecture de la Seine-Maritime C. Clémenceau • 76036 Rouen Cedex (Seine-Maritime)	(35) 62.81.88

Monsieur Bernard LE MENN	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture de Parthenay 20, boulevard de la Maillerie • 79200 Parthenay (Deux-Sèvres)	(49) 94.19.33
Monsieur Charles AYROLLES	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture de Montdidier 7, rue Jean Dupuy • 80500 Montdidier (Somme)	(22) 78.05.24
Monsieur Raymond GUILLOU	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture de Castres 26, rue Camille Rabaud • 81100 Castres (Tarn)	(63) 59.57.63
Monsieur Christian VITON	Directeur de Cabinet Préfecture du Tarn-et-Garonne Cote de l'Héritage • 82013 Montauban Cedex (Tarn-et-Garonne)	(63) 03.50.00
Monsieur René ABAD	Sous-Préfet, Chargé de Mission Préfecture du Var Hôtel de la Préfecture - Boulevard du 112 ^e Régiment d'Infanterie Quartier les Lices • 83070 Toulon Cedex (Var)	(94) 89.90.40
Monsieur Claude d'HARCOUT	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture de Carpentras Rue de la Sous-Préfecture • 84200 Carpentras (Vaucluse)	(90) 63.10.00
Monsieur Emmanuel KARLIN	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture des Sables d'Olonne Quai des Boucaniers • 85100 Les Sables d'Olonne (Vendée)	(51) 32.09.20
Monsieur Félix MENONI	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture de Châtelleraut Rue Choisin • 86100 Châtelleraut (Vienne)	(49) 21.30.38
Monsieur Jacques MICHAUT	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture de Rochechouart Château de Rochechouart • 87600 Rochechouart (Haute-Vienne)	(55) 03.60.08

Monsieur Claude BLOT	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture de Neufchâteau 24, rue St-Jean • 88300 Neufchâteau (Vosges)	(29) 94.14.40
Monsieur Gérard SENEGAS	Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture de Sens 2, rue du Général Leclerc • 89100 Sens (Yonne)	(86) 65.16.29
Monsieur VALLEX	Secrétaire Général Préfecture de Belfort Place de la République • 90020 Belfort Cedex (Territoire de Belfort)	
Madame Hélène HERNU	Sous-Préfet - Directeur de Cabinet Préfecture de l'Essonne Avenue de la Préfecture • 91010 Evry Cedex (Essonne)	(6) 077.92.50
Monsieur DECOURTEIX	Directeur de Cabinet du Préfet des Hauts-de-Seine Préfecture des Hauts de Seine 167-177 avenue Frédéric et Irène Joliot Curie 92013 Nanterre Cedex (Hauts-de-Seine)	725.95.00
Monsieur Pierre BRISSET	Secrétaire Général Préfecture de la Seine-Saint-Denis 124, rue Carnot • 93007 Bobigny Cedex (Seine-St-Denis)	830.11.93
Monsieur Léon SAINT-PRIX	Secrétaire Général Préfecture du Val de Marne Avenue du Général-de-Gaulle • 94011 Créteil Cedex (Val-de-Marne)	207.25.00
Madame Anne CUILLE	Secrétaire Général Préfecture du Val-d'Oise 95010 Cergy Pontoise Cedex (Val-d'Oise)	030.92.60
Monsieur Jean-François DI CHIARA	Sous-Préfet Commissaire Adjoint de la République Sous-Préfecture de Meaux 11, rue Marlimpey • 77100 Meaux (Seine-et-Marne)	207.25.00
Monsieur Pierre LATU	Sous-Préfet Chargé de l'arrondissement de Versailles Préfecture des Yvelines 2, place André Mignot • 78100 Versailles Cedex (Yvelines)	951.82.00
Monsieur Pierre de BOUSQUET	Sous-Préfet Chef de Cabinet du Préfet de Région d'Ile-de-France 29, rue Barbet de Jouy • 75700 Paris	
Monsieur Jean-Yves AUDOUIN	Secrétaire Général au Commissaire de la République de la Région Préfecture de la Réunion Place Barachois • 97405 Saint-Denis Cedex	